

**Union européenne -  
Myanmar/Birmanie: l'UE ajoute  
sept membres des forces armées et  
de la police des frontières  
responsables de violations des droits  
de l'Homme à la liste des personnes  
faisant l'objet de sanctions -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 21 décembre 2018)**

Le Conseil a ajouté 7 personnes à la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives en raison de la situation au Myanmar/en Birmanie. Ces sanctions consistent en un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE.

Les personnes faisant l'objet de sanctions font partie des forces armées du Myanmar (Tatmadaw) et de la police des frontières. Elles figurent sur la liste en raison de graves violations des droits de l'Homme commises contre les Rohingyas, des civils ou des villageois appartenant à une minorité ethnique.. Ces sanctions font suite aux conclusions de la mission internationale indépendante d'établissement des faits du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies ainsi que d'autres rapports, selon lesquelles des violations flagrantes des droits de l'Homme ont été commises dans l'Etat kachin, l'Etat de Rakhine et l'Etat shan. Cela porte à quatorze le nombre total de personnes faisant l'objet de sanctions en raison de graves violations des droits de l'Homme au Myanmar/en Birmanie.

Comme indiqué dans ses conclusions du 10 décembre 2018, le Conseil appelle le gouvernement du Myanmar/de la Birmanie à prendre sans tarder des mesures significatives et à réaliser des progrès sur tous les sujets de préoccupation visés dans ses conclusions du 26 février 2018. En particulier, le Conseil invite le Myanmar/la Birmanie à s'attaquer aux questions de l'obligation de rendre des comptes et de l'accès des agences humanitaires et des Nations unies à l'Etat de Rakhine, à l'Etat kachin et à l'Etat shan, ainsi qu'à créer les conditions propices à un retour sûr, volontaire et digne des personnes déplacées vers leur lieu d'origine.

Le 26 avril 2018, le Conseil a prorogé et renforcé l'embargo institué par l'UE à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie sur les armes et équipements pouvant être utilisés à des fins de répression interne. Il a aussi adopté un cadre pour des mesures ciblées à l'encontre de personnalités responsables de graves violations des droits de l'Homme et il a interdit la fourniture d'une formation militaire à l'armée du Myanmar/de la Birmanie ainsi que la coopération militaire avec cette même armée. Le 25 juin 2018, le Conseil a adopté des sanctions à l'encontre de sept officiers supérieurs des forces armées et de la police des frontières responsables de graves violations des droits de l'Homme envers la population rohingya ou liés à ces actes.

Les actes législatifs adoptés aujourd'hui, y compris les noms des personnes visées par les sanctions, sont publiés au Journal officiel du 21 décembre 2018.

La décision a été adoptée par procédure écrite./.